

21 septembre 1993 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Intervention de M. François Mitterrand, Président de la République, sur l'avenir de la construction européenne, devant les étudiants de l'Université de Gdansk, Gdansk le 21 septembre 1993.

LE PORTE-PAROLE DES ETUDIANTS.- Au nom de ceux qui sont réunis ici, je voudrais souhaiter la bienvenue à nos invités d'honneur, monsieur le Président Richard von Weizsäcker, monsieur le Président François Mitterrand, et monsieur le Président Lech Walesa.

- Messieurs les Présidents nous ont fait l'honneur, par leur présence, de venir à la conférence des étudiants d'Allemagne, de France et de Pologne, conférence au titre caractéristique : "Ensemble en Europe". Cette conférence est organisée par l'Union des étudiants indépendants de Gdansk. Il faut aujourd'hui, non plus démolir, mais construire, édifier ensemble. Cette réunion est un exemple de cette activité et la Fondation européenne de Gdansk est une institution qui a été formée par l'Union des étudiants indépendants, sous forme d'une école européenne ou d'un centre d'intégration européen.

- En souhaitant encore une fois la bienvenue à messieurs les Présidents, je voudrais faire part d'une remarque. Bien que nous nous trouvions à Gdansk, bien connu pour les événements historiques du passé, nous voulons parler de l'avenir, de ce qui nous attend tous ensemble en Europe. Tous, en tant que jeunes, nous sommes inquiets de ce qui s'est passé en Europe durant ces dernières années. Je pense que ce sont là des questions que vous voudrez poser aux Présidents, et nous demanderons à MM. les Présidents de bien vouloir partager avec nous leurs expériences et leur savoir.

- QUESTION.- Je voudrais tout d'abord poser une question qui touche bien des jeunes Polonais. Nous nous sentons européens, alors que le processus d'intégration de la Pologne avec les institutions européennes, comme on le voit récemment, ne progresse pas, messieurs les Présidents, voyez-vous une chance pour que ce processus soit accéléré ?

- LE PRESIDENT.- Avant de répondre exactement à cette question, il faut savoir ce qu'est la Communauté. Elle comporte douze Etats membres et ces douze Etats membres sont liés par des conventions et des traités qui multiplient les contraintes. C'est ainsi que nous avons en 1985, décidé l'existence d'un marché unique entre les douze. Ce qui veut dire que les marchandises, les personnes, les capitaux doivent pouvoir circuler librement, sans frontières entre les 330 et 340 millions d'habitants de ces douze pays. Cela veut dire aussi, que l'on peut s'installer là où l'on veut, implanter une entreprise, une usine, un atelier, s'établir comme avocat, notaire, agriculteur là où l'on veut, et surtout, la liberté des capitaux.

- Un pays comme la Pologne, se trouve aujourd'hui en situation plus difficile sur le plan de l'économie. Ce ne sera pas toujours le cas, vous êtes capables de surmonter cette grave difficulté née de la guerre et de ses désastres.\

LE PRESIDENT.- ` suite réponse sur l'intégration de la Pologne dans les institutions européennes ` En attendant, supposons que votre pays entre dans la Communauté de plein droit £ l'ensemble de son économie pourrait être prise en compte par des entreprises, étrangères à la Pologne (il y en a beaucoup qui sont très ambitieuses et parfois même très voraces). Que resterait-il de l'économie polonaise ? D'autre part, les pays de l'Europe des Douze sont solidaires entre eux, il y en a qui sont plus riches, il y en a qui sont plus pauvres. Il n'y a que trois pays sur les douze qui donnent à l'Europe plus qu'ils ne reçoivent de l'Europe : l'Allemagne. la Grande-

des pays qui viennent de l'Europe près que ne ne rejoignent de l'Europe, la Grèce, la Bretagne et la France. C'est-à-dire que chaque fois qu'il y a une dépense supplémentaire - en particulier pour l'équipement des pays les moins riches, je pense à l'Irlande, au Portugal ou à la Grèce, mais aussi à des régions des autres pays, l'Italie du Sud et quelques autres provinces - ce sont les pays contributeurs nets qui fournissent le plus gros effort. Ces pays pourraient-ils supporter l'arrivée de quelques autres pays qui n'auraient pas les moyens d'assurer leur propre équilibre ?

- Je pense qu'il faut savoir attendre le temps qu'il faudra pour que les pays de l'Europe centrale, la Pologne d'abord, mais aussi la République tchèque, mais aussi la Hongrie puissent entrer dans la Communauté sans y perdre, sans être dominés par les économies étrangères. Mais d'ici là, je ne sais quand, j'espère avant la fin du siècle, on peut parfaitement imaginer un statut associé à la Communauté. Il y a déjà des traités, des conventions d'associations, on peut les multiplier et les améliorer. La Pologne peut entrer dans une série d'institutions communautaires de l'Europe des Douze. Je pense qu'entre la situation d'aujourd'hui et celle de demain, on peut veiller à accroître la progression vers l'intégration de la Pologne à la Communauté. Je ne pense pas que cela se fera dans les deux ou trois ans qui viennent, mais que cela sera possible dans les années qui suivront, tout aussitôt après.

- Mais, il ne faut pas oublier, non plus, que la Communauté connaît une crise actuellement et que les pays qui la composent ont tendance à se replier sur eux-mêmes. L'égoïsme national devient, désormais, l'élément dominant, même au sein de la Communauté. Cette crise qui frappe les pays industriels d'Occident depuis 20 ans fait qu'il y a maintenant un certain scepticisme à l'égard de l'Europe. Je ne partage pas ce scepticisme. C'est moi qui ai demandé aux Français de voter par référendum le Traité de Maastricht l'an dernier au mois de septembre, et je l'ai emporté de justesse mais je l'ai emporté quand même. Aujourd'hui ce serait plus difficile. Voilà pourquoi il faut se presser mais il faut savoir en même temps aménager les étapes. Je pense que la Pologne le comprend.

- Je suis prêt au nom de la France à passer avec la Pologne et avec la Communauté tous les traités d'association qui prépareront le jour où la Pologne sera membre de la Communauté européenne comme c'est son droit, sa vocation et son histoire. L'Europe est la maison commune et la Pologne appartient à l'Europe, cela ne pose donc aucun problème de principe.\

QUESTION.- Ne pensez-vous pas, messieurs les Présidents, que la Pologne actuellement doit faire face à un danger ? Laisser la Pologne dans cette situation, telle qu'elle est, seule, cela ne risque-t-il pas d'entraîner la reconstruction des vieux traités militaires, des vieux rapports militaires, voire économiques, etc. et que cela peut entraîner un danger. Comment voyez-vous les choses sous cet aspect, c'est-à-dire les relations de la Pologne et également de la République tchèque, de la Hongrie par rapport à l'OTAN ?

- LE PRESIDENT.- Dans l'immédiat, d'où vient la menace ? Existe-t-il même une menace ? Dans les temps futurs, personne ne peut le garantir. Il est donc normal que les dirigeants de la Pologne, le peuple polonais pensent à se protéger contre les menaces futures. C'est vrai que l'appartenance à l'OTAN signifierait une solidarité avec les pays de l'Occident, puissamment armés qui pratiquement éliminerait toute menace virtuelle. Nous sommes nous-mêmes, en France, membres de l'OTAN, à notre manière : nous ne sommes pas soumis au commandement intégré de l'OTAN parce que comme puissance nucléaire, nous n'avons pas voulu disposer d'une telle puissance et prendre le risque correspondant face aux autres puissances nucléaires, et particulièrement l'ancienne Union soviétique, en laissant la décision dont dépendrait la vie physique même de la France et des Français à la disposition des pays étrangers, mais nous sommes quand même membres de l'OTAN et nous sommes des alliés loyaux.

- Nous avons reçu des demandes dans ce sens mais moi je trouve en soi parfaitement normal qu'un pays comme la Pologne puisse s'agréger à l'alliance de son choix. Ce à quoi il faut veiller, c'est à ne pas susciter des problèmes inutiles.

- Le président Walesa a indiqué qu'il avait obtenu des assurances de M. Eltsine. C'est certain, s'il le dit, mais jusque-là, Eltsine et la Russie faisaient savoir qu'ils trouveraient désagréable que l'OTAN organise une sorte de chaîne de pays pour encercler la Russie, qui le prendrait mal. Il y a

donc une négociation diplomatique à mener. Si les choses s'éclaircissent de ce côté-là, je ne vois pas d'objection de fond à ce que l'OTAN élargisse son emprise, cela reste à discuter.\

QUESTION.- ... Sur le changement de majorité en Pologne et sur l'expérience du Président en matière de cohabitation.

- LE PRESIDENT.- Les fantômes du passé qui, en l'espèce font penser au marxisme léninisme, ces fantômes-là se sont évanouis dès lors que le support principal de ce type de régime s'est effondré, dès lors qu'il n'y a plus de pouvoir idéologiquement et théoriquement communiste en Russie sur lequel pourrait s'appuyer une expérience de ce type. Donc ne parlons pas de ces fantômes, je le répète, ils sont évanouis mais il peut y avoir en effet des hommes, des femmes, qui idéologiquement, par formation ou par préférence se rapprochent de l'explications marxiste lorsqu'ils voient les dégâts de la pratique libérale ou l'accumulation des difficultés. Chômage, absence de production, désordres de toute nature font qu'un peuple tout entier qui a peut-être rêvé, en tout cas qui a espéré dans le changement de système, ne voit plus que la triste réalité quotidienne ou croît ne voir qu'une triste réalité là où il y a quand même espérance. Il y a des changements de majorité, mais moi, je n'ai pas d'inquiétude spéciale pour la Pologne après les élections de l'autre jour, pas plus que je n'en aurais dans l'ensemble de l'Europe.\

LE PRESIDENT.- `suite réponse sur la cohabitation` Ensuite, vous avez parlé de cohabitation.

C'est vrai que de ce point de vue-là, je suis un des meilleurs experts en Europe mais en même temps, il faut penser que c'est le sort de toute démocratie. Si le vote populaire est libre, comment pouvez-vous prétendre l'enchaîner sur une majorité à longue distance sans que le peuple ait l'occasion de se reprendre ou de changer d'avis ? Ce ne serait plus la démocratie !

- Un président de la République en France est élu pour 7 ans & s'il est réélu, ce qui est le cas, il en a pour 14 ans, et comment pourrait-il avoir la prétention d'obtenir des Français un consentement continu alors que la France comme les autres pays doit rencontrer tous les obstacles de la crise économique & d'ailleurs la plupart des dirigeants se trouvent bousculés par cette crise. Alors, le peuple change de majorité. C'est arrivé une fois déjà en 1986, pour la France, ça a recommencé en 1993. En 1986, cela n'a pas duré longtemps puisque deux ans plus tard j'étais réélu et je détenais une majorité au Parlement. Je n'aurai pas l'occasion de m'installer moi non plus, éternellement à la tête de mon pays, mais qui sait ce que fera le peuple plus tard ? Et lorsque j'aurai un successeur, pourra-t-il garantir à son tour que pendant les sept ans de son mandat (s'il ne reste que sept an), il aura toujours la même majorité parlementaire ? Il faut laisser la démocratie vivre. Moi, la cohabitation, ça ne me fait pas plaisir, mais le problème de la démocratie n'est pas de savoir si ça me fait plaisir ou si ça ne me fait pas plaisir. Le problème est de faire marcher les institutions conformément à la volonté populaire lorsqu'elle a adopté une constitution. C'est ce que je fais.

- Voilà, comment je peux vous répondre, et ce que je peux conseiller au Président Walesa, ce n'est pas de faire comme moi, c'est de faire comme il a envie de faire à la condition de respecter la règle d'or de la démocratie, c'est-à-dire la volonté populaire.\

QUESTION.- On sait que le traité de Maastricht suppose une intégration relativement rapide de l'Europe. Est-ce que ce n'est pas un danger pour l'Europe centrale, notamment dans le triangle de Visegrad : la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie ? Une unification rapide de l'Europe pourrait ensuite constituer un obstacle pour l'entrée dans cette Europe commune. Cette Europe risque de se fermer. Est-ce qu'il ne serait pas avantageux pour toute l'Europe, l'Europe occidentale et l'Europe centrale, que l'on établisse une intégration, selon la position des Britanniques conservateurs, qui prévoient une unification très lente qui aboutirait à cela, parce que les pays de l'Europe centrale auraient ainsi quelque facilité pour s'intégrer avec l'Europe. Il s'agit avant tout des aspects économiques. Est-ce que l'intégration plus lente ne serait pas plus indiquée et meilleure pour toute l'Europe en tant que telle ?

- LE PRESIDENT.- Moi je pense le contraire, je voudrais que cela aille plus vite. Parce que je ne pense pas que votre raisonnement soit suffisamment fondé. Ce n'est pas parce que des pays d'Europe ne sont pas membres de la Communauté que ceux qui en sont membres doivent cesser d'avancer dans la direction de l'unité organique de l'Europe.

- Vous raisonnez d'après vos connaissances d'étudiants en économie, selon ce principe que la mauvaise monnaie chasse la bonne. Moi je dis que l'Europe non structurée chasserait très vite l'Europe structurée. Or, c'est d'une Europe structurée dont nous avons besoin.

- Rien n'est jamais décidé à l'avance. Nous sortons de deux guerres mondiales, moi je suis né pendant la première et j'ai fait la deuxième. Mais très vite on oublie, mes propres fils commencent déjà à oublier que ces guerres ont existé. Et on préférera toujours les objectifs nationaux, on se sent plus à l'aise. Et si ces antagonismes nationaux reprennent le dessus, qui peut garantir que l'Europe ne connaîtra pas des déchirements comparables à ceux des générations précédentes ? N'oubliez pas que l'espèce humaine change de nature tous les quarts d'heure.\

LE PRESIDENT.- ` suite réponse sur la construction européenne ` Pour que l'homme vive en paix il lui faut des institutions, exactement comme dans la vie civile. Si dans votre ville il n'y a pas d'organisation, s'il n'y a pas de maintien de l'ordre, démocratique et raisonnable, s'il n'y a pas de loi, s'il n'y a pas de règle, très vite c'est l'explosion. Bien entendu s'il y a trop de règles c'est l'explosion aussi, mais c'est une autre affaire. On est toujours menacé.

- Alors le raisonnement britannique ne correspond pas à une belle théorie, il correspond au tempérament britannique qui a toujours vécu en dehors du continent, qui est davantage attiré par les grands espaces, soit ceux de ses anciens et de ses actuels dominions, ce qui fut autrefois l'Empire britannique, soit vers les Etats-Unis d'Amérique. Bien entendu cette façon de voir l'avenir de la Grande-Bretagne, parfaitement respectable, ne peut pas coïncider avec la perspective d'une Europe, partagée par de très nombreux Etats, et il y en aura de plus en plus, voyez l'allure où va la création des nouveaux Etats souverains ! Etes-vous bien sûr que les contradictions, les conflits de majorité et de minorité ne seront pas rapidement contagieux ?

- Eh bien il faut une règle, il faut une Communauté organisée. Et le traité de Maastricht a cet objectif-là. On a fixé 1997 à 1999 pour l'union économique et monétaire, ainsi que l'union politique, diplomatique. Après tout c'est très court, de quatre à six ans. Et voyez comme déjà les périls s'accumulent ! Dans six ans où en sera-t-on ? Avec, je le répète, une génération nouvelle qui n'aura pas, peut-être, la perception du danger comme nous l'avons nous-mêmes pour l'avoir vécu. Il n'y a pas de temps à perdre. Et j'ai tendance à dire à ceux qui ne veulent pas faire partie de la Communauté £ personne ne les y oblige.

- En revanche, on peut parfaitement imaginer aussi une Communauté ouverte. Elle l'est - elle a longtemps été à six - elle est aujourd'hui à douze. Il y a trois ou quatre demandes qui peuvent être acceptées dans les mois qui viennent : je pense à la Suède, à la Finlande, à l'Autriche, peut-être à la Norvège. Il y a les demandes de la Turquie, de Malte. Il y a plusieurs de vos pays d'Europe centrale qui souhaitent entrer dans la Communauté. Donc elle reste ouverte. Et tant que la Communauté ne sera pas celle de l'Europe tout entière, bien entendu de l'Europe démocratique, eh bien il faudra progresser. Et ne pas considérer que d'une part il y a la Communauté et d'autre part il n'y a rien ! Il faut créer toute une série de systèmes, de cercles concentriques, qui fasse qu'il y ait la Communauté et des accords particuliers, préférentiels, privilégiés qui peu à peu conduiront les peuples non communautaires à se sentir à égalité avec les douze pays de la Communauté.

- Voilà comment je pense qu'il faut faire. Dire que ce serait mieux pour les pays d'Europe centrale d'avoir une Communauté faible, sans principes, sans règles car cela leur serait plus facile ensuite d'y entrer, serait plaider pour une Europe informe qui n'aurait finalement aucune utilité.\